

Les reniements de la social-démocratie, ou l'avenir à reculons

9 septembre 2014



Bernard GENSANE

Deux données en passant :

le nombre de jeunes âgés de 25 à 35 ans se lançant dans la construction ou l'achat d'un logement a diminué de 10% en un an.

50% des auto-entrepreneurs n'auto-entreprennent actuellement rien ou quasiment rien. Il y a en fait 500 000 chômeurs partiels ou totaux de plus que ce que l'on veut bien nous dire.

Ce, dans un pays qui n'a jamais été aussi riche et qui, depuis 1981, aura été gouverné quinze ans durant par des sociaux-démocrates.

Partout dans le monde, a fortiori en France, le curseur s'est déplacé à droite car les partis de droite se sont eux-mêmes déplacés vers l'extrême droite. Ce qu'avaient génialement envisagé les théoriciens du libéralisme économique à tout crin, puis leurs meilleurs élèves aux commandes, tels Margaret Thatcher ou Ronald Reagan.

[Dans un document de 1978](#), alors que le pouvoir de Giscard vacille, on voit Mitterrand dans une ville ouvrière du nord de la France, accueilli par une fanfare ouvrière qui joue " L'Internationale ". À la tribune, il s'exprime sur la planification, le programme de nationalisations à mettre en œuvre, « plus audacieux que celui du général De Gaulle ». Et puis on le voit chanter l'hymne de la révolution prolétarienne (19e minute), une rose à la main. Dans cinq ans, il choisira « L'Europe » – c'est-à-dire le capitalisme financier – contre les travailleurs. Il sera aidé dans sa tâche par Jacques Delors, ancien employé de banque qui vient du syndicalisme chrétien, et Pierre Bérégovoy, fils d'un russe blanc prolétarisé, ouvrier (fraiseur) dès l'âge de 16 ans, résistant, membre fondateur du PSU. Leur protégé François Hollande aura deux obsessions principales, identique à celles d'Anthony Blair avant lui : l'alignement de la politique française sur celle des États-Unis et la réduction du « coût du travail » par le biais d'une politique économique de l'offre, directement inspirée de la « reaganomics », elle-même produite par la pensée de Friedman et Hayek.



En France comme ailleurs, la mouvance social-démocrate, lorsqu'elle a accédé aux responsabilités, a joué un rôle déterminant dans la prise du pouvoir quasi totale de la grande bourgeoisie d'affaires, dans le progrès des idées réactionnaires, dans l'acceptation de l'inexorabilité du recul des droits des travailleurs. À quelques nuances sans importance près, le rôle de la social-démocratie aura été le même que celui des partis conservateurs.

Depuis trente ans, nous sommes dans la certitude qu'il n'est rien à attendre de la social-démocratie dans la lutte contre le pouvoir du système bancaire et des grandes entreprises, une social-démocratie qui, dans le même temps, s'aligne au millimètre près sur les forces impérialistes du nord de la planète. En revanche, la collaboration de classe, le « dialogue », le « gagnant-gagnant » (concept né aux Etats-Unis dans les années soixante) ont toujours été à l'ordre du jour.

Les socialistes français ont cédé le pouvoir politique, donc le pouvoir du peuple, à la finance, soumettant par la même le social et l'économique aux desiderata d'une hyperbourgeoisie conquérante, de plus en plus puissante, au point de faire payer par un peuple courbé, désesparé, les errements irrationnels des forces économiques débridées.

Certains chez les sociaux-démocrates français ont décidé qu'il ne fallait plus faire semblant de tenir un discours de gauche avant de mettre en pratique des politiques de droite. C'est le cas, par exemple, de l'actuel Premier ministre Manuel Valls qui, en 2009, proposa de débaptiser le parti socialiste. Pour lui, le mot « socialisme » était « dépassé » : « Il faut transformer de fond en comble le fonctionnement du PS, nous dépasser, tout changer : le nom, parce que le mot socialisme est sans doute dépassé ; il renvoie à des conceptions du XIX^e siècle ». Il suggérait même de remplacer le mot « parti » par « mouvement ». On imagine que les Français auraient pu alors « choisir » entre l'Union pour un Mouvement Populaire à “ droite ” et le « Mouvement démocrate » à “ gauche ”. La belle affaire ! Dans les faits, la bipolarisation à la française n'a rien à envier à celles qui se pratiquent outre-Rhin, outre-Manche ou outre-Atlantique.



N'accablons pas les Solfériniens. Le mal est profond et vient de loin. Hostile à la Révolution d'Octobre, le mouvement social-démocrate devint rapidement et ouvertement contre-révolutionnaire. Bien avant cela, en 1898, Rosa Luxemburg s'opposa, au sein du mouvement social-démocrate allemand, au théoricien Eduard Bernstein qui remettait en cause l'orientation marxiste du SPD et proposait l'abandon de sa ligne révolutionnaire afin d'attirer les classes moyennes. La victoire de Luxemburg ne sera que provisoire. En novembre 1918, c'est le chef de gouvernement social-démocrate Friedrich Ebert qui écrasera l'extrême gauche allemande en signant un pacte avec les dirigeants de l'armée pour réinstaller l'ordre dans le pays. Des membres des Corps francs, désormais acquis à la réaction, anéantiront la révolte spartakiste de Berlin et assassineront Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Les députés sociaux-démocrates voteront les crédits de guerre contrairement aux députés bolchéviques qui seront déportés en Sibérie. Au même moment, Clémenceau, l'une des idoles du solférinien Valls, prévoira un « plan général pour l'isolement économique du bolchevisme en Russie en vue de provoquer sa chute ». Il s'agira d'occuper les ports et d'établir un « cordon sanitaire » : étouffer l'économie soviétique et isoler l'Europe de la contagion des idées révolutionnaires. L'importance donnée à l'occupation du Donbass montrant bien que [les objectifs économiques impérialistes importaient largement autant que les visées idéologiques](#).



Non contente de s'opposer aux mouvements révolutionnaires dans l'Europe du XXe siècle, la social-démocratie est devenue un pilier de l'exploitation capitaliste, du colonialisme et de l'impérialisme. C'est pourquoi les français ont accepté la réintégration dans l'OTAN et son primat absolu en matières d'alliances et de stratégies.

La social-démocratie – en France ou ailleurs – n'est pas monolithique. Sa force réside dans ses courants attrape-tout, ses « débats » « théoriques » oubliés dès que les portes du pouvoir sont franchies. On voit alors des figures quasi gauchisantes mettre en œuvre des politiques de droite, en opposition avec les intérêts des citoyens qui les ont élues. Au niveau des institutions européennes, ce n'est plus de la caricature mais de la singerie : dans le microcosme bruxellois, les sociaux-démocrates soutiennent ouvertement les conservateurs qui, à l'occasion, leur renvoient l'ascenseur. Le Parti socialiste européen et le Parti populaire européen œuvrent de concert pour se partager la gestion des instances de l'Union européenne.

À lui seul, François Hollande incarne à merveille ces dérives. Apparatchik en chef – avant d'accéder à l'Élysée – d'une machine qui ne tournait que pour elle-même, il fut capable, durant la campagne pour l'élection présidentielle, de proclamer lundi à Paris que son adversaire était la finance, avant de concéder mardi à Londres qu'il n'était pas dangereux. Un vrai social-démocrate n'a aucun objectif réel. Bernstein a gagné, pour qui le mouvement était tout alors que l'objectif final n'était rien. Contrairement à Baudelaire, Hollande ne hait pas le mouvement qui déplace les lignes. « Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup », faisait remarquer à Hollande la fille de Jacques Delors, sa sœur en social-démocratie.



La social-démocratie européenne (à l'exception de celle des pays nordiques) ne fut tournée vers le progrès que lorsqu'elle fit campagne et gouverna avec les communistes. Souvenons-nous du Front populaire, ou du *Frente Popular* (alliance de neuf partis) en Espagne. Mais la tendance lourde était bien de gouverner sans ou contre les communistes. Avant Laurent Fabius en 1983, on avait vu le socialiste italien Pietro Nenni s'allier aux communistes dans les années trente, puis gouverner avec la démocratie chrétienne après la guerre.

Dans l'Europe d'aujourd'hui, aucun des partis socialistes, social-démocrates et travaillistes ne s'oppose aux agressions du capital contre les conquies sociaux des travailleurs. Au contraire, ils s'en font les relais, ils les assument.

Depuis une centaine d'années, les moments forts du reniement social-démocrate européen furent l'hostilité à la Révolution d'octobre, la « non-intervention » durant la Guerre civile espagnole, le refus de l'alliance avec les communistes pour lutter contre le fascisme et le nazisme, l'acceptation de l'OTAN (le socialiste belge Paul-Henri Spaak, anti-militariste dans sa jeunesse, en fut le deuxième Secrétaire général à l'époque de la guerre froide), la continuation du colonialisme (spécialité bien française avec Guy Mollet ou Max Lejeune), la rupture des socialistes allemands avec le marxisme en 1959, le vote pour le traité de Rome de 1957, celui de Maastricht, enfin celui de 2004 pour une constitution pour l'Europe (les socialistes français votant contre une bonne partie de leur électorat). La Troisième voie Blair/Giddens fut érigée en modèle acceptable alors qu'elle jugeait obsolète toute idée de redistribution.

Ce n'est pas leur faire injure que de dire que les sociaux-démocrates français n'hésitent pas à se compromettre à titre personnel avec les forces capitalistes. De plus en plus nombreuses sont les personnalités éminentes sociales-démocrates, dans le parti ou dans les syndicats, qui offrent leurs services à l'hyperbourgeoisie, entre deux mandats électoraux ou en fin de vie active. Au banquet des affaires, la soupe est bonne. Il n'est plus question de « changer le monde » mais de toucher des jetons de présence, en veillant bien sûr à la « citoyenneté » de l'entreprise et à « l'humanisation » du capital.

Très emblématique de ces reniements aura été – à l'étranger – la carrière de l'Espagnol Javier Solana.. En 1964, il rejoint clandestinement le Parti socialiste ouvrier espagnol interdit par la dictature franquiste. Il émigre un temps aux États-Unis où il milite contre la guerre du Vietnam. Après le retour de la démocratie en Espagne (auquel il a fortement contribué), il est ministre de la Culture. À ce titre, il instaure la gratuité des visites de musée. Il est ensuite ministre de l'Éducation, puis des Affaires étrangères. En 1995, alors que l'Espagne préside le Conseil de l'Union européenne, Solana convoque la Conférence de Barcelone dont l'objectif est de faire du bassin euro-méditerranéen « une zone de dialogue, d'échanges et de coopération en vue de garantir la paix, la stabilité et la

prospérité. » Ce diplomate classique va devenir un diplomate plus musclé. Fin 1995, il est nommé Secrétaire général de l'OTAN, lui dont la mère avait pour cousin le responsable de la Ligue pour le Désarmement des Nations et qui, dans le passé avait rédigé un texte intitulé *50 raisons de dire non à l'OTAN* ! Sous l'impulsion de Solana, le Parti socialiste espagnol devient franchement atlantiste. Le 5 février 2003, au conseil de sécurité des Nations Unies, il soutient le discours mensonger – et à court terme meurtrier – de Colin Powell selon lequel l'Irak possède des armes de destruction massive. En la circonstance, il se démarque du leader de son parti José Luis Zapatero pour s'aligner sur la position du chef du gouvernement conservateur José María Aznar, favorable à une intervention étasunienne en Irak. Le 15 février 2005, alors qu'il est responsable de la politique étrangère européenne, il s'oppose au plan du président de la Communauté autonome du Pays Basque Juan José Ibarretxe prévoyant que le Pays Basque serait « librement associé » à l'Espagne et jouirait d'un système légal séparé et d'une représentation au sein de l'Union européenne.



Solana cuando era socialista y anti-OTAN

Une autre figure emblématique des pires reniements de la sociale démocratie est assurément Gerhard Schröder. D'origine modeste, il débute dans la vie comme apprenti vendeur puis ouvrier du bâtiment. Il suit des cours du soir, accède à l'enseignement secondaire et supérieur et devient avocat. À ce titre, il défend Horst Mahler, une des figures de proue de la Fraction armée rouge. Au crédit du chancelier Schröder, l'opposition ferme de l'Allemagne à la guerre de Bush en Irak. Pour le reste... Celui qui fut " l'ami des patrons " batailla cinq ans contre son parti pour faire voter la loi Hartz IV (Peter Hartz, [l'un des conseillers de l'ombre des Solfériniens](#)) qui fera nettement reculer les droits sociaux (réduction de la durée d'indemnisation du chômage de trente-deux à douze mois, diminution des indemnités versées aux chômeurs de longue durée qui refusent un emploi en dessous de leur qualification). Après sa défaites aux élections de 2005, Schröder est engagé par la société russe Gazprom pour présider le conseil de surveillance du consortium germano-russe North European Gas Pipeline chargé de la construction et de l'exploitation du gazoduc Nord Stream. Cette nomination cause quelques remous outre-Rhin : en sa qualité de chancelier, Schröder avait approuvé le tracé du gazoduc et s'était porté caution d'un prêt bancaire d'un milliard d'euros à Gazprom. Par ailleurs, Schröder a été conseiller des banques Goldman Sachs et Rothschild Investment Bank. Depuis 2009, il est membre du directoire du groupe pétrolier russo-britannique TNK-BP. Il touche à ce titre 200 000 euros par an. Il n'est pas le seul socialiste allemand à goûter aux délices du monde des affaires. L'ancien ministre de l'Intérieur Otto Schily, autrefois avocat de Gudrun Esslin et proche des milieux anarchistes, conseille le trust financier Investcorp (New York, Bahrein, Londres). Il y côtoie l'ancien chancelier autrichien conservateur Wolfgan Schlüssel, le vice-président de la Convention européenne Giuliano Amato ou encore M. Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU). Enfoncée (si je puis dire), l'ancienne ministre socialiste Frédérique Bredin, un temps directrice générale de Lagardère Active avant d'être nommée inspectrice générale des finances.



La porosité des sociaux-démocrates avec le monde des grandes affaires explique que des partis socialistes au pouvoir – comme au Portugal ou en Grèce – ont pu dépouiller les peuples dont ils avaient la charge tandis que des membres éminents de l'Internationale socialiste se sont prononcés contre des expériences authentiquement de gauche au Venezuela ou en Équateur. Il n'est pas étonnant non plus qu'Hugo Chavez ait trouvé face à lui, parmi les partis d'opposition, l'Action démocratique (*Acción Democrática*), un parti social-démocrate créé en 1941, autrefois progressiste et anti-impérialiste, franchement conservateur depuis les années 1980 et soutenu et relayé par la Confédération des travailleurs du Venezuela (*Confederación de Trabajadores de Venezuela*).

La social-démocratie a donc choisi son camp : celui du capital. Désormais financier. A-t-on récemment entendu François Hollande prononcer les mots « ouvrier », « travailleur », voire « salarié » ? Non, parce qu'il y a chez lui comme chez ses amis politiques une négation de l'histoire, un effacement des classes sociales. La social-démocratie, c'est le règne du parlementarisme, de la gestion loyale du capitalisme, parfois de la compassion pour les plus malheureux. Et puis ce chic pour les réformes qui, profondément, ne servent à rien dans la perspective de la transformation de la société puisqu'elles entérinent ce qui a déjà été transformé : PACS, mariage pour les homosexuels.

On a vu des partis communistes disparaître. Comme l'italien à force d'« eurocommunisme » et de « compromis historique ». Ce parti s'est dissout en 1991 au profit du Parti démocrate de la gauche (L'Olivier), qui s'est lui-même dissout en 1998 au profit des Démocrates de gauche (le Chêne social-démocrate). Le Chêne s'est à son tour dissout pour former avec les centristes de gauche La Marguerite. En attendant les Pissenlits par la racine (en anglais, quand on est mort, on « pousse les marguerites vers le haut »).

Parce qu'ils ont peur du peuple, les sociaux-démocrates français auront bientôt, comme les Italiens, peur de leur ombre.

Bernard Gensane



